ISSN 0024-7650

Mitterrand et les banlieues

ON PEUT REPEINDRE LES ES CALILING ON PEUT REPEINDRE CETTE SOCIETE MAIS PAS HUMANISER CETTE SOCIETE DE CALILING ON PEUT REPEINDRE LES ES CALILI

GAMMA

# Mitterrand et les banlieues

# ON PEUT REPEINDRE LES ESCALIERS, MAIS PAS HUMANISER CETTE SOCIÉTÉ

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Il va donc y avoir un «plan banlieues» en France. Après les émeutes de Vaulx-en-les émeutes affaires de «casseurs» dans la banlieue parisienne, il fallait bien faire semblant de faire quelque chose. Mitterrand lui-même a donc saisi l'occasion pour faire un saut jusqu'à Lyon et y annoncer que, d'ici cinq ans, il règlera le problème des «cités-ghettos» de la périphérie des villes.

Des mesures sont donc annoncées et pour commencer, comme toujours, on créera un nouveau poste de ministre. Ce sera un «chargé des problèmes de la ville» au sein du gouvernement. Il n'aura pas d'argent en plus, mais on mettra un budget entre ses mains en centralisant des fonds d'autres administrasant des fonds d'autres administrasions. Les communes les plus riches seraient invitées à payer un peu pour les communes les plus pauvres qui seront concernées par ce plan.

Tout cela est sans doute la moindre des choses. Mais qu'est-ce que cela peut vraiment changer ?

Pour ne parler que des dernières années, les bagarres de la cité des «Minguettes», dans la banlieue de Lyon, remontent à plus de six ans. Mitterrand était déjà président et, déjà, il avait annoncé un plan pour la réhabilitation des quartiers défavorisés. Aujourd'hui il en annonce autant, mais d'ici 1995, c'est-à-dire la fin de son septennat. Pour qu'on ne l'embête plus avec ça d'ici-là?

Les cités-dortoirs, la violence dans les banlieues, les bandes de jeunes qui s'occupent comme elles peuvent à se battre entre elles ou à «casser», ça ne date certes pas d'hier. La société capitaliste, la société du prosociété capitaliste, la société du profit a toujours parqué ses travailleurs dans des quartiers plus ou moins déshérités, rejetés de plus en plus loin à la périphérie des villes.

«Corons» miniers, «courées» ou cités ouvrières du siècle dernier ou du début du siècle, HLM, ZUP ou autres ZAC d'aujourd'hui, il n'y a sans doute pas que le nom qui a changé. Les conditions de logement, l'hygiène des cités d'aujourd'hui ne l'hygiène des cités d'aujourd'hui ne sont certes plus les mêmes que celles d'hier et c'est bien le moins. Mais la détresse sociale, elle, est bien la détresse sociale, elle, est bien la même; surtout quand, en période nent avant tout des parcs à chômeurs.

On voit à peu près ce que ce gouvernement dit socialiste - ou un autre – est capable de faire sur cette question. Il peut nommer un «monsieur banlieues», créer quelques postes d'animateurs dans les cités, faire sauter à la dynamite un grand ensemble particulièrement hideux, payer des sociétés d'urbanisme qui toucheront la forte somme pour planter trois arbres devant une barre de béton et proclamer ainsi qu'on a «humanisé» les cités. Mais c'est à peu près tout et ce n'est pas ça qui rendra, comme le dit un chanteur, ces HLM moins blêmes.

Car ce n'est pas seulement les cités, c'est cette société elle-même qui est invivable. Elle est invivable pour un jeune, l'idée que sa vie ne sera consacrée à rien d'autre qu'à se faire exploiter par un patron et que tout le clinquant, le luxe que la télévision lui donne en spectacle tous les soirs à longueur de films lui sera à jamais inaccessible... Elle est invivable, cette société qui ne donne comme perspective que l'individualisme, l'idée qu'il faut «s'en sortir» en marchant sur les autres, en devenant un caïd ; si possible un «JR» à la Dallas mais sinon, à défaut, un tout petit caïd qui va mépriser les autres dans sa ville ou dans son quartier, voire en réussissant des études ou une formation pour devenir un «cadre» et «s'élever» au-dessus des

autres. Et quand ceux-là découvrent que cette formation, ils ne peuvent l'acquérir, ou s'ils constatent que celle qu'ils ont péniblement acquise ne mène à rien, alors ils découvrent que le béton qui mure leur avenir est social.

C'est une société vivable peut-être C'est une société vivable peut-être pour la minorité des «JR», mais qui devient invivable pour tous les autres, non seulement parce que béton est grisâtre mais parce que l'individualisme, qui est la religion officielle de cette société, pourrit tous les rapports sociaux et dégrade les cages d'escalier aussi sûrement que les mentalités.

\* \* \*

Bien sûr il y aurait des issues, mais elles ne sont pas individuelles, elles sont collectives. C'est à travers l'orsont collectives. C'est à travers l'organisation, la solidarité ouvrière et la fierté d'appartenir au monde du la société, que, dans le passé, toute la société, que, dans le passé, les travailleurs ont souvent su troules travailleurs ont souvent su trouver en eux-mêmes d'autres ressources, d'autres perspectives, une autre que ceux que sécrète la société capitaliste.

Mais c'est justement ces traditions collectives que les partis dits ouvriers ont volontairement cessé de transmettre il y a des dizaines d'années déjà. Au point qu'au-jourd'hui ils sont les premiers à détruire ces traditions, en devenant les propagandistes officiels de l'idéologie capitaliste et de l'arrivisme individuel après en avoir été les soutiens honteux.

Alors, Mitterrand peut sans doute se faire de la publicité en déclarant que désormais on réparera les cages d'escalier. Mais c'est sa politique, la société capitaliste qu'il défend, qui rendent tout le reste irréparable.

### Du vote de l'ONU aux propositions de négociations directes

Le président américain Bush n'est pas aussi sûr de lui qu'il voudrait le faire croire, dans l'affaire de l'Irak. A peine a-t-il fait adopter par l'ONU la possibilité de recourir à la guerre si l'Irak n'évacuait pas le Koweït avant le 15 janvier, que Bush a proposé à Saddam Hussein de négocier immédiatement. Mais cette fois sans plus poser, comme avant, le préalable de l'évacuation du Koweït et de la libération de tous les otages. Après les rodomontades du gouvernement américain, voilà la possibilité d'un accord en coulisse et les deux pays s'échangent leurs ministres des Affaires étrangères.

Ce n'est pas par bonté d'âme que Bush accepte ces pourparlers. Mais parce que l'impérialisme américain n'est pas si libre que cela de faire la guerre où et quand il le veut. Il peut jouer les gendarmes sans trop de mal, et encore, contre de petits pays d'Amérique centrale comme la Grenade ou Panama. Mais dans le reste du monde, contre des peuples de plusieurs dizaines de millions d'habitants, ce n'est pas toujours si facile.

S'il y avait la guerre dans le Golfe, celle-ci se traduirait à coup sûr par des milliers de morts dans l'armée américaine. Et aux Etats-Unis, la population se souvient trop bien de la guerre du Vietnam qui a tué 100 000 jeunes Américains, pour accepter si facilement de voir une partie de sa jeunesse aller servir de chair à canon dans les sables d'Arabie, après que leurs aînés en ont fait autant dans les rizières vietnamiennes.

Evidemment Bush n'hésiterait pas, s'il lui était possible de faire une guerre limitée, une guerre éclair, aux moindres frais... Mais Bush est le premier à savoir que s'il déclenche la guerre contre l'Irak, ce sera d'abord très probablement une guerre longue, difficile et coûteuse en vies en général, y compris en vies américaines. Il sait même que, dans d'autres pays arabes, par exemple en Egypte ou dans les pays du Maghreb, il pourrait être obligé d'intervenir, pour peu que les régimes aujourd'hui pro-occidentaux de ces pays soient mis en danger par leurs propres peuples hostiles aux USA. Ce ne serait pas alors des centaines de milliers d'hommes, mais des millions qu'il faudrait mobiliser aux Etats-Unis et dans les autres pays occidentaux, sans pouvoir échapper à un enlisement militaire bien pire que celui du Vietnam.

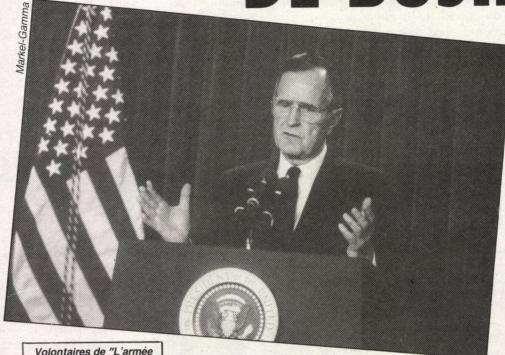
C'est cette crainte, et elle seule, qui fait que Bush y regarde à deux fois avant de mettre le doigt dans un engrenage qu'il connaît très bien, tout comme Mitterrand d'ailleurs qui fait partie de ceux qui, en son temps, engagèrent l'armée française dans la sale guerre coloniale d'Algérie. Mais l'un comme l'autre sont tout de même prêts à recommencer, s'ils l'estiment indispensable pour les profits du capitalisme mondial, quoi qu'il en coûte et quelles qu'en soient les folles conséquences.

Le système capitaliste mondial est basé sur une incroyable accumulation de richesses à un pôle, sur l'augmentation de la pauvreté, du chômage, l'extension catastrophique des conséquences de la crise économique à l'autre. Et finalement, c'est toujours par la force, par la guerre, que les grandes puissances maintiennent périodiquement cet édifice mondial instable, cet ordre économique de plus en plus délabré, insupportable pour la grande majorité des habitants de la planète.

Une chose peut encore arrêter Bush: la crainte que les conséquences d'une guerre ne soient pires pour lui que d'admettre l'occupation du Koweït. C'est encore possible, et c'est à souhaiter. Mais il faut surtout que les travailleurs, les peuples du monde entier, se préparent d'urgence à se débarrasser de ce système capitaliste qui, de crise économique en guerre, locale ou mondiale, est toujours gros de quelque catastrophe pour l'humanité.

(Editorial des bulletins d'entreprise du 3 décembre 1990).

# LES HÉSITATIONS DE BUSH



Volontaires de "L'armée populaire" irakienne. Les Américains redoutent la résistance de l'armée et de la population irakiennes



Belgique

# LA FIN DE LA GREVE DES ENSEIGNANTS FRANCOPHONES

La grève des enseignants francophones durait belges, qui depuis le mois d'octobre, (voir LO nº 1171 du 30 novembre) a pris fin. Unis pour limiter la grève au secteur des enseignants pendant plus de cinq semaines, les syndicats (social-chrétien) FGTB (socialiste) l'ont été aussi pour appeler à la reprise du travail sans que rien de substantiel n'ait été cédé par les pouvoirs publics.

Les assemblées générales réunies les 26 et 27 novembre ont traduit le désarroi des enseignants : 66 % des adhérents CSC auraient approuvé le texte d'accord proposé par les syndicats, mais seulement 48 % de ceux de la FGTB l'auraient fait.

En tout cas, c'est la rage au cœur qu'un certain nombre d'enseignants ont repris le travail, ne voyant pas comment continuer la grève. Mais les problèmes qui ont entraîné celle-ci ne sont évidemment pas réglés pour autant.

La prochaine réunion du

CERCLE LÉON TROTSKY portera sur :

LA POLOGNE APRÈS JARUZELSKÍ

VENDREDI 14 DÉCEMBRE à 20 h 30 Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, à Paris (5e)

Métro : Maubert-Mutualité Participation aux frais : 10 F

### NICE, suite de l'affaire Médecin:

Nice, fuyant les retombées des scandales financiers de la ville, est en train de se faire oublier en Amérique latine, sa sœur cadette a gagné, dimanche 2 décembre, l'élection cantonale partielle du 5<sup>e</sup> canton de Nice. Le fauteuil de conseiller général de ce canton, qu'occupait avant elle son frère en fuite, et avant lui, leur père, reste donc dans la famille.

La victoire de la cadette des Médecin n'a, il est vrai, été arrachée que d'une courte tête: 204 voix seulement séparent l'héritière candidate

Alors que Jacques soutenue par le RPR, Médecin, ancien maire de l'UDF et le CNI - de sa concurrente, la candidate présentée par le Front National. Entre l'extrêmedroite qui nourrit bien des espoirs dans la ville de Nice (Le Pen lui-même a. dit-on, acheté un appartement à Nice pour pouvoir y être éventuellement candidat à la mairie), et la droite extrême représentée traditionnellement à Nice par la famille Médecin, la clientèle de ce genre de politiciens a visiblement eu de la peine à faire un choix.

Mais aux yeux de la bonne société niçoise, l'honneur de la famille

Médecin est sauf. C'est l'essentiel. Et qu'importe l'écart ? 51 % des suffrages exprimés suffisent pour gagner une élection. Alors pourquoi mégoter en rappelant qu'à cette élection du 5e canton de Nice seulement 36,6 % des électeurs sont allés voter et que, de plus, sur les votants, 12 % ont voté nul pour dire qu'ils ne voulaient ni de l'une ni de

l'autre des candidates ; si bien que l'héritière de la famille Médecin est conseillère générale avec les voix d'à peine 16,7 % électeurs, contre 15,7 % à sa concurrente.

Mais qu'importe, l'essentiel est d'être élue. Et si Madame Médecin tient de sa famille, nul doute qu'elle saura comme ses prédécesseurs rentabiliser son siège... à 100 %!



G. Rey/GAMMA

**POUR UNE FOIS QUE LA JUSTICE RAISONNE** JUSTE

500 millions, c'est la rallonge que Rocard vient de décider pour le budget de la Justice, en même temps qu'il annonce la création de 400 emplois supplémentaires. La grogne des juges n'a pas mis longtemps à payer. Même si ces 500 millions seront en grande partie imputés sur d'autres chapitres du budget, notamment celui des équipements routiers.

Il faut dire que les syndicats des magistrats, avocats et fonctionnaires de justice, avaient décidé une sorte de grève larvée, assez largement suivie, les

magistrats ralentissant le vulgaires grévistes que déroulement des affaires ou laissant de côté les affaires jugées non urgentes, dont les poursuites pour chèques sans provision par exemple (ce qui évidemment pour une fois avait de quoi les rendre un peu populaires). Et vendredi 30 novembre, les juges venus profiter de la visite de Mitterrand au palais de Justice de Paris, s'étaient fait un peu bousculer par la police.

Leur fonction aidant, ces manifestants en robe, outrés dans leur dignité d'être traités comme ces

souvent ils condamnent pour «violence à agent», parlaient déjà de traîner les gendarmes fautifs de brutalité... devant Monsieur le Juge.

Ils ont évidemment plus facilement l'oreille du pouvoir que les cheminots ou les métallurgis-

Mais qu'importe après tout, eux qui sont d'ordinaire des tenants de l'ordre montrent ainsi que rien ne vaut un peu de désordre si l'on veut se faire entendre.

O.B.

### Des dizaines de milliers de pompiers ont manifesté le 1er décembre à Paris contre leur nouveau statut, leurs mauvaises conditions de travail, les primes, etc. Car la sécurité contre le feu est comme le reste: frappée par l'austérité. Il y a davantage d'argent pour Il y a le feu! mettre le feu au Moyen-Orient que pour l'éteindre en France.

### **Spéculation:**

Le capitalisme ne serait-il

plus ce qu'il était il v a seule-

ment six mois? Les actions

baissent et les petits porteurs

fuient la Bourse et se réfugient

dans les SICAV. Le marché de

l'immobilier stagne. Les

tableaux ne se vendent plus et un Van Gogh mis aux enchères

a été remballé sur l'ordre des

commissaires priseurs parce

que les prix offerts étaient

insuffisants. Et même le vin

vendu aux Hospices de Beaune,

selon les informations de la

quinzaine dernière, avait

baissé, pour la cuvée de Bour-

2e arrondissement) vient de faire une suggestion à Jacques Chirac, celle de vendre le Palais Brongniart qui abrite la Bourse de Paris, invoquant son inutilité du fait que toutes les transactions passent aujourd'hui par l'informatique! Où va-t-on, mais où va-t-

on? Il n'y en a que pour le pétrole, mais il paraît que ca pourrait ne pas durer, les cuves sont trop pleines. Et en plus, si les USA s'arrangeaient avec l'Irak, qu'est-ce que ça deviendrait? Va-t-on être amené à spéculer... sur la fin du capita-

**RIEN NE VA** PLUS, **FAITES** VOS **JEUX** 

gogne de cette année, de près de 30 %! On n'est Il y a pire encore : la seule femme maire de Paris (dans le jamais si bien que par soi-même sée aux députés chaque mois, au titre de l'indem-

Les députés, c'est la loi, ont leur salaire lié à ceux de la Fonction publique, même s'ils ont, bienentendu, l'un des plus hauts indices (36 401 F par mois). Si bien que, comme tous les fonctionnaires, ils n'ont droit cette année qu'à une augmentation de 2,4 %. Ce qui est

dérisoire, tout fonctionnaire du bas de l'échelle vous le dira.

Mais heureusement pour les députés ce sont eux qui font les lois : ils ont pu ainsi voter, le 16 novembre dernier, une augmentation des crédits destinés au bon fonctionnement de la Chambre. Grâce à ce crédit nouveau, la prime qui est vernisation de leurs frais de secrétariat, vient d'être augmentée de 3 333 F, passant de 20 622 F à 23 956 F par mois.

Voilà au moins un vote qui n'a ni provoqué de motion de censure, ni nécessité d'abus de 49-3. Un simple vote sans remous, à main levée. Tout fonctionnaire du bas de l'échelle appréciera.

# "L'Uruguay Round à Bruxelles"

## CAPITALISME ET BARRIÈRES NATIONAL 30 000 paysans, principalement de la Communauté

européenne, ont manifesté à Bruxelles le jour de l'ouverture de ce qui se voudrait la dernière séance de l'Uruguay Round. Derrière cette conférence des 107 pays du GATT, se discute le problème de la libéralisation du commerce international. Rappelons que le GATT est un organisme qui s'est créé en 1947 et qui, au fil des années, a vu un nombre croissant de pays adhérer. Le but était de créer entre les membres une zone de libre échange, c'est-à-dire de permettre la circulation des marchandises sans barrières douanières.

# L'EUROPE, C'EST PAS DANS LA MANCHE

«Les Français comparent la percée du tunnel avec l'atterrissage sur la lune...», écrivait le quotidien allemand Frankurter Rundschau du 3 décembre.

Vu d'Allemagne, avec un peu de recul, les fanfares qui ont accompagné la percée du dernier bout du mur de craie qui séparait les deux côtés du tunnel sous la Manche semblent avoir plutôt fait rire.

Mais c'est pourtant avec le plus grand sérieux qu'un quotidien français, lui, avait trouvé que les deux ouvriers soigneusement choisis pour s'embrasser et échanger leurs drapeaux en s'écriant respectivement, l'un avec un affreux accent franchouillard, l'autre en mangeant les consonnes, «god save the Queen» et «vive la France» figureront dans

les livres d'histoire à coup sûr aux côtés de l'astronaute américain Neil Armstrong. On conquiert l'espace qu'on peut!

«... Ce fut à peu près tout ce qu'ils purent se dire. Aucun des deux n'avait manifestement eu l'occasion jusque-là de fréquenter les cours de langue de la Compagnie du tunnel», ironise le quotidien allemand.

Il paraît qu'accoudé au comptoir dans un bistro de la petite ville côtière de Sangatte, près de Calais, un paysan bien de chez nous savourait sa victoire: «Il a fallu longtemps, avant que nous convainguions Anglais». Les mêmes Anglais qui, depuis quelque temps déjà, ont commencé à louer des villas sur la côte française pour leurs week-ends,

attendre qu'on vienne les en convaincre.

Peut-être que si l'on avait toujours pu, come il y a quelques milliers d'années, aller de pied ferme d'un côté à l'autre du Chanel, on n'en serait pas là. Mais il n'est jamais trop tard pour renouer avec le passé.

Il est vrai qu'il y a déjà 200 ans qu'en 1793, un ingénieur français, Albert Mathieu, avait projeté de percer un trou sous la Manche pour le passage des diligences. En 1993, concurrencé par l'avion et les over-crafts, le trou a déjà un intérêt plus limité. Mais en France, si on ne manque jamais d'idées, c'est parce que, quand on en tient une, on la garde 200 ans.

**Olivier BELIN** 





Il y avait même à Bruxelles des représentants des agriculteurs japonais réclamant, eux aussi, le renforcement des barrières douanières.

rières douanières sous forme de suppression des droits à acquitter aux frontières ne veut pas dire pour autant la suppression du protectionnisme et l'instauration d'une véritable concurrence. Les Etats, pour préserver leur marché national et pour maintenir une production nationale, ont inventé d'autres formes que les droits de douane. Il y a les subventions de toutes sortes, et il y a les réglementations dites de santé, de sécurité ou de qualité, qui empêchent un produit fabriqué hors des frontières nationales de pénétrer à l'intérieur du territoire.

C'est le cas pour les «gros dossiers» de l'actuelle réunion de Bruxelles, qui se poursuit au moment où nous écrivons. Le principal point de litige, celui qui est le-plus apparent car c'est lui qui a mobilisé les agriculteurs dans la rue, est celui des échanges agricoles. Les Etats-Unis et un certain nombre de pays gros producteurs de céréales et de produits d'aliments pour bétail demandent aux pays de la Communauté européenne de baisser en dix ans de 75 % les subventions accordées à l'agriculture, alors que les pays européens se sont mis d'accord pour les baisser seulement de 30 % en 5 ans. Les producteurs agricoles sont également subventionnés

La suppression des bar- par l'Etat aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et pratiquement partout ailleurs, et ce n'est qu'à ce prix qu'ils parviennent à écouler leur production sur le marché mondial. Mais les subventions en Europe sont les plus importantes. Alors qu'il n'y a plus que deux millions d'agriculteurs aux Etats-Unis, il en reste 11 millions dans la Communauté européenne. Ce qui pose un problème politique en même temps qu'un problème économique, différent de part et d'autre de l'Atlantique.

Le dossier de l'agriculture n'est cependant pas le seul; il y a également celui des «services» et celui du textile parmi les principaux. Ce qu'on entend par services, ce sont essentiellement les transports et particulièrement les compagnies aériennes et les transports maritimes, et aussi les télécommunications de base. Dans ce domaine, les Etats-Unis sont plus protectionnistes que l'Europe, à l'inverse de l'agriculture. Le domaine de services est en poids économique plus important que celui de l'agriculture, il représente 25 % des échanges mondiaux contre 7 % pour l'agriculture. Et la négociation de l'Uruguay Round pourrait, si elle aboutissait à un compromis, être un «donnant-donnant» entre ces deux domaines du

commerce mondial.

Un troisième dossier oppose cette fois non plus tant les grandes puissances entre elles, mais les pays dits en voie de développement, ou «nouvelles puissances industrielles» (NPI) et concerne le textile. Le problème posé est celui du démantèlement des protections qui empêchent l'industrie textile de pays, comme ceux du sud-est asiatique par exemple, de concurrencer l'industrie des pays développés protégés partiellement depuis 1974 par «l'accord multifibres» (AMF).

En fait comme on le constate jusqu'à présent, le monde capitaliste, quoiqu'il proclame le «libre échange» et veuille la liberté de circuler pour ses marchandises, est encore loin de pouvoir réaliser un marché mondial dans lequel il n'y ait plus d'intervention des Etats. Quand bien même il y a une puissance capitaliste nettement plus forte que les autres, les Etats-Unis, qui imposent une partie de leurs vues, c'est-à-dire imposent leurs intérêts, le capitalisme est incapable de supprimer totalement les frontières, ne serait-ce qu'au niveau du commerce. Et sûrement encore moins aujourd'hui au moment où il est en crise, qu'il ne l'a fait dans les périodes d'expansion.

Louis GUILBERT

### **LE NOMBRE DE CHÔMEURS SE REMET** A GRIMPER

Alors que depuis un an le nombre de chômeurs en France (si l'on élimine les statistiques de chômage publiées, fin novembre, par le ministère du Travail font apparaître une augmentation du nombre de chômeurs de près de 1 %, soit 22 000 chômeurs en plus entre les mois de septembre et octobre. (Chiffre corrigé des variations saisonnières; le nombre de chômeurs recensés en valeur réelle étant de 2 588 600 en octobre, soit 34 600 de plus qu'en septembre).

Ainsi la période dite de relance de ces dernières années n'avait en réalité pas amélioré la situation de l'emploi, stabilisant seulement le nombre de chômeurs autour de 2,5 millions de chômeurs inscrits aux ANPE (plus de 3 millions de chômeurs réels probablement). Même si les entreprises, elles, affichaient des profits records.

Par contre, maintenant que l'on reparle de difficultés et des dangers d'une nouvariations saisonnières) était velle récession, le taux de resté quasiment stable, les chômage pourrait bien reprendre son ascension. Dès maintenant, les nuages sombres que l'on nous annonce à l'horizon du développement industriel servent de prétexte à des «dégraissages» préventifs de personnel dans les entreprises, pour acéroître, malgré les futures difficultés éventuelles, les profits.

> Car il n'a pas fallu attendre les conséquences d'un ralentissement nouveau industriel mondial pour qu'en France, coup sur coup, Michelin annonce 2 260 suppressions d'emplois, Bull 5 000, Chausson 900, Renault 4 620. Alors que dans les mêmes usines ou les mêmes trusts parfois les patrons cherchent à compenser leurs réductions d'effectifs en tentant d'augmenter les cadences de production de ceux qui restent.

### LES RETRAITÉS **AU REGIME SEC**

La revalorisation des retraites pour l'année 1991 sera réduite à la portion congrue. C'est jeudi 5 décembre que Rocard devait trancher. Mais dès le début de la semaine, le gouvernement faisait savoir que le chiffre retenu serait de l'ordre de 1,4 % au premier janvier 1991; avec peut-être un deuxième 1,4 % six mois olus tard pour compenser les hausses de prix que le gouvernement prévoit à 2,8 % pour l'année 1991. Et on sait bien, non seulement les chiffres de hausses de prix, constatés pour les mois passés par le gouvernement, minimisent souvent la hausse réelle du coût de la vie; on sait surtout à quel point les prévisions de hausse de prix pour l'année suivante sont encore plus sous-estimées.

Mais le gouvernement, austérité oblige, a décrêté que désormais indexer les pensions et retraites sur les

hausses des salaires (pourtant bien maigres) lui reviendrait trop cher; car, explique-t-il, le partage des revenus entre actifs et inactifs serait aujourd'hui trop favorable aux seconds. En termes clairs, puisque les pensions et retraites sont payées avec l'argent des cotisations des salariés, plus les salaires stagnent et plus le chômage augmente, plus les retraités n'ont qu'à se serrer la ceinture eux aussi.

A cela, il faut ajouter que le nouvel impôt, la CSG, doit toucher non pas seulement les hauts salaires, mais aussi tous les retraités qui ont des revenus suffisants pour être imposables, soit 55 % des retraités. Ceux-ci seront imposés de 1,1 % de leurs revenus pour la CSG, ils auront généreusement 1,4 % au premier janvier. Faites la différence. C'est vraiment se moquer du monde.

**Olivier BELIN** 

# Bulgarie <u>Le succès</u>

# de la grève générale

# LA DEMISSION DE LOUKANOV

Jeudi 29 novembre, le Premier ministre bulgare Andreï Loukanov, membre de l'ex-Parti Communiste rebaptisé Parti Socialiste (PSB) a dû annoncer sa démission, sous la pression des manifestations et surtout de la grève générale lancée quatre jours plus tôt par le syndicat indépendant Podkrepa ("Soutien").



L'ex-Parti Communiste Bulgare rebaptisé socialiste, au pouvoir depuis le lendemain de la guerre et à qui les élections du printemps dernier avaient permis d'y rester, aura donc finalement dû céder la place sous la pression de la rue. Les militants du principal parti d'opposition l'UFD (Union des Forces Démocratiques) ont sablé le champagne au départ des "communistes", mais c'est bien le syndicat Podkrepa, dont le leader Konstantin Trentchev avait justement été lâché par l'UFD, qui a obtenu le départ de Loukanov.

Cela pose tout le problème de la sitation qui va s'ouvrir maintenant. Un gouvernement de coalition va, semblet-il, se mettre en place, comportant des membres de l'UFD et aussi quelques ministres du PSB, en attendant de nouvelles élections. Puisque le changement des hommes en place au sommet de l'Etat s'avère insuffisant,

ciens bulgares sont certainement prêts autant qu'on voudra à changer les têtes, à remplacer les hommes trop compromis dans le passé par des hommes plus "neufs". C'est d'autant moins difficile qu'il y a concurrence pour s'approprier les postes remis en discussion depuis les changements de l'an dernier, en Bulgarie comme dans les autres pays de l'Est. Reste à savoir si cela suffira à donner le change à la population alors que se profile une forte aggravation de la situation économique, et si le fait de crier "dehors les communistes" à l'adresse des anciens dirigeants qui n'avaient de communiste que le nom, pourra longtemps tenir lieu de programme politique.

De ce point de vue, une des questions qui se aujourd'hui est celle des objectifs que se donnera le syndicat Podkrepa, dont la démission de Loukanov apparaît comme le succès. Que représente-t-il dans la classe ouvrière? Quels sont les projets politiques de ses dirigeants ? Y a-t-il parmi eux des hommes représentant une tentative réelle de donner aux travailleurs de Bulgarie une perspective autonome, de classe, ou au contraire - et c'est malheureusement le plus probable - cherchent-ils à se servir des travailleurs comme d'une force d'appoint pour des jeux politiciens?

Là est tout le problème. Si des Walesa bulgares sont en train d'émerger dans des mouvements comme celui-là, deviendront-ils comme celui de Gdansk des politiciens retors prêts à se servir de leur influence pour gouverner contre la classe ouvrière, ou bien sont-ce des hommes prêts à combattre jusqu'au bout pour les intérêts de leur classe?





# Roumanie

### DEMAGOGIE ET CHAUVINISME, **DE VIEILLES RECETTES**

Le président roumain lyncher des Hongrois et des tions de rue, ni les grèves n'ont pour l'instant déboulonné du pouvoir (à l'instar de ce qui se passe dans la Bulgarie voisine), a présidé la nouvelle fête nationale roumaine le 1er décembre, à Alba Iulia, c'est-à-dire au cœur de la Transylvanie, dans cette ville même où avait été voté le 1er décembre 1918 le rattachement de la Transylvanie à la Roumanie.

En fait, lancer cette nouvelle fête nationale roumaine qui a vu converger des dizaines de milliers de personnes à Alba Iulia, aux premiers rangs desquelles les groupes nationalistes fascisants de Vatra Romanesca, ceux qu'on avait vus

Iliescu, que ni les manifesta- Tsiganes... était l'occasion pour le président Iliescu, de cautionner les appels nationalistes à la «grande Roumanie», et de rappeler que cela n'est nullement contradictoire avec le fait d'être issu du sérail stalinien de Ceausescu.

Contesté, ainsi que tous les hommes de son gouvernement, pour leur passé de fidèles de Ceausescu, Iliescu essaye de rattraper en ayant recours aux vieilles recettes de démagogie nationaliste et des préjugés chauvins. Le malheur pour les travailleurs roumains est que. de tous les politiciens qui se disputent le pouvoir aujourd'hui, tous manient le même type de démagogie.

### Tchad

Après Abéché, c'est N'Djamena, la capitale du Tchad, qui est tombée aux mains d'Idriss Déby, cet ancien lieutenant de Hissène Habré entré en dissidence en avril 1989. L'ancien président tchadien serait enfui au Cameroun, tout comme l'avait d'ailleurs fait Goukouni Oueddei, son prédécesseur et ex-allié lui aussi, lorsque dans des circonstances similaires Hissène Habré l'avait chassé militairement du pouvoir. Ainsi, une fois de plus, le pouvoir vient de changer de mains à passant N'Djamena, d'un chef de guerre à un autre.

LES CHEFS DE GUERRE SE RELAIENT AU POUVOIR, L'IMPÉRIALISME La presse a même fait de

DEMEURE

L'accès à la capitale sous surveillance

Depuis une trentaine blement, sont soupçonnés d'avoir trouvé à s'armer d'années, c'est à peu près le grâce à Kadhafi et la Libye, même scénario qui se reproduit : «l'alternance» à pays avec lequel, depuis



la tête de l'Etat tchadien est effectuée par l'intervention de bandes armées, à peu près toujours les mêmes, se ralliant à l'un ou à l'autre des «rebelles» qui, invaria-

que la colonisation a tracé les frontières, un litige subsiste à propos de «la bande d'Aouzou», région située entre les deux pays.

Le gouvernement français a voulu afficher une attitude dite «de stricte neutralité» dans ce conflit considéré comme «tchadotchadien». Il n'empêche qu'il a envoyé des renforts au dispositif «Epervier», cette force qui sous ce nom d'oiseau = de proie comme il se doit = assure la permanence des troupes françaises dans cette ancienne colonie, et a porté de 1100 à 1800 le nombre de militaires sur place. C'est sous l'égide de ces troupes que l'évacuation des ressortissants français s'est faite, probablement pour le temps de la transition d'un pouvoir à un autre. Car Mitterrand et le gouvernement français ne voient pas d'un mauvais oeil cette alternance à N'Djamena, qui ne remet en rien en cause les intérêts de l'impérialisme français au Tchad.

fortes allusions mettant en doute leur neutralité, laissant entendre que les gouvernants français n'étaient pas fâchés de voir Hissène Habré passer à la trappe, qu'ils étaient au courant, grâce à la présence militaire française sur place, des mouvements de troupes d'Idriss Déby, et qu'ils s'étaient bien gardés d'en informer Hissène Habré. Les événements actuels avaient été précédés dans les trois derniers mois de toute une agitation dans les milieux du Parti socialiste, qui ont brusquement découvert qu'il y avait au Tchad des atteintes aux droits de l'homme, une idée qui ne tombait sans doute pas du ciel. Ce qui tendrait à prouver que les changements qui viennent de se produire étaient pour le moins acceptés par ayance, voire même préparés en haut lieu en France.

Il est vrai que Hissène Habré n'avait pas toujours été aussi docile que le pou-

voir à Paris l'aurait souhaité, et qu'il avait, à l'occasion, un peu profité du soutien que les Etats-Unis lui avaient accordé face à la Libye pour prendre un tant soit peu de distance vis-àvis de la France, se plaignant qu'elle ne lui fournissait pas à son gré suffisamment d'armes et de moyens en tout genre pour faire vivre ses bandes d'hommes armés, c'est-à-dire l'Etat tchadien. Le journal Le Figaro des 1er et 2 décembre, qui constatait que les livraisons américaines de missiles et de véhicules commençaient à arriver sur l'aérodrome de N'Djamena, se demandait en conclusion d'un article : «Hissène Habré aura-t-il le temps d'en profiter ?».

Eh bien non, il n'en a pas eu le temps. Mais qu'à cela ne tienne, les dirigeants américains à leur tour s'accommoderont d'Idriss Déby, et ils feront avec, tout comme les Français.

Idriss Déby a annoncé qu'il suspendait la constitution = parce qu'il en existait une ! - et a parlé d'établir le multipartisme et de faire de nouvelles élections. Si on peut être certain qu'il mettra la façade institutionnelle un peu plus au goût du jour, comme d'autres régimes africains qui sous l'injonction de Paris opèrent un ravalement semblable, on peut être certain que pas plus Idriss Déby qu'Hissène Habré ne laissera à la population la moindre parcelle de pouvoir de décision. Il continuera, comme ses prédécesseurs de l'ère postcoloniale, de sauvegarder l'essentiel des intérêts impérialistes, tout en se servant au passage le plus possible sur le dos d'une population qui s'enfonce de plus en plus dans la misère et le dénuement.

Louis GUILBERT

# Golfe

# "LA GUERRE **NE SERAIT** UNE AFFAIRE"

Le quotidien patro-nal, *La Tribune de* l'Expansion, a publié dans son numéro du 3 décembre un dossier sur les perspecti-ves financières liées au conflit du Golfe ! D'après la Tribune de l'Expansion, qui s'y connaît, "les grands conflits plaisent à la Bourse". On peut lire, par exemple dans conformations de la conflit d exemple, dans ce dossier, que de septembre 1939 à août 1944, la Bourse de

Paris a connu une hausse de 451%, de décembre 1946 à juillet 1954 (guerre d'Indochine), une hausse de 120%, et de novembre 1954 à mars 1962 (guerre d'Algérie), une hausse de 194%. Car les guerres entraînent des besoins énormes de la part des Etats... et des profits en conséquence pour les capitalistes.

Seulement, les économistes distingués interrogés par La Tribune de l'Expansion sont bien plus prudents sur l'avenir des marchés et le cours des actions de l'année qui vient. Ils élaborent nombre de scénarios : "guerre éclair" ; "règlement di-plomatique rapide" ; "conflit catastrophique



qui traîne en langueur"; "situation qui perdure"... mais, paraît-il, pour diverses raisons cette fois, quelle que soit la durée des combats, les marchés ne devraient pas s'y re-trouver : la guerre ne serait pas une affaire".

Voilà donc un dossier de trois pages pour dire que certains financiers semblent préférer la paix... pour la bonne marche de leurs affaires, bien entendu, c'est de ce seul point de vue que la question est étudiée.

C'est cynique et instructif. Pour les gens du peuple, la guerre ce sont les jeunes qui partent, ce sont les morts, ce sont les sont les mons, ee som les

destructions quand on appartient à un pays attaqué, les sacrifices pour tous. Pour ceux qui s'oc cupent des finances des capitalistes, il s'agit de savoir que conseiller à leurs clients, ce qu'il leur faut acheter ou vendre pour continuer à faire des profits...

Lutte Ouvrière n° 1172 - 7 decembre 1990 .

Le résultat des premières élections «pan-allemandes» pour le Bundestag n'a pas été vraiment une surprise. La coalition CDU-CSU-FDP dirigée par Kohl, le «King Kohl», comme ironise une partie de la presse allemande, l'emporte avec près de 55 % des suffrages, et Les premières élections législatives après la réunification

LE SUCCES

"KING KOHL"

encore mieux à l'Est qu'à l'Ouest. Le parti social-démocrate lui, le SPD, accuse une chute de quatre points et perd surtout Berlin (où un scrutin pour le Sénat de la ville s'ajoutait à celui pour le Bundestag).

Les «Verts», ces «députés en basket» qui étaient entrés spectaculairement au Parlement allemand en 1983, et qui avaient fait encore en 1987 un score de 8,3% qui leur avait valu 42 députés, n'atteignent pas cette fois la barre des 5% nécessaires pour en avoir. Comme les élections ont été organisées séparément dans les deux anciennes parties du pays, seuls les «Verts» de l'Est (de la formation «Bündnis 90/ Grüne») ont quelques elus.

Le PDS, lui, vestige de l'ancien parti au pouvoir, a connu encore un effritement de ses scores depuis les dernières élections organisées en RDA, mais il sera néanmoins représenté par 17 députés au Bundestag, avec les 9,9% des suffrages qu'il a recueillis à l'Est. On pourrait dire que pour la première fois depuis l'incendie du Reichstag, des communistes entrent au Parlement allemand...

Mais ces députés du PDS ne sont justement pas des communistes. Au mieux, ce sont des sociauxdémocrates un peu plus pacifistes, écologistes en paroles que les sociauxdémocrates en titre.

En fait, dans ces élections, ce sont les grands partis qui, derrière Kohl, se sont montrés résolument

pour la réunification de l'Allemagne, qui ont engrangé de bons scores. La campagne électorale avait porté sur le coût de la réunification. Impôts supplémentaires ou pas? Taxes ou pas? Les sociaux-démocrates avaient violemment dénoncé le fait que Kohl ferait payer cher la facture... Mais rien n'y a fait et l'essentiel de la population allemande, surtout à l'Est, a plébiscité la réunification du pays. Tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, avaient boudé ou critiqué cette réunification ont perdu des voix. Le Bundestag aura donc

une écrasante majorité de députés partisans de Kohl ou Genscher. Est-ce à dire qu'il s'agit d'une victoire de la droite ou de la réaction ? Pas vraiment. L'extrêmedroite qui s'était manifestée électoralement ces dernières années a perdu elle aussi. Et pour ce qui est des sociaux-démocrates, bien qu'ils se revendiquent dans quelques discours dimanche de certains liens avec les travailleurs, bien qu'ils contrôlent le gros de la bureaucratie syndicale du pays, ils ne sont évidemment pas des représentants de la classe ouvrière. Au

moins autant si ce n'est plus que les socialistes en France, ils sont liés à la bourgeoisie. Membres et représentants de la bourgeoisie. Parmi les PDG des plus gros trusts ouestallemands, et donc des plus gros trusts du monde, on trouve une ribambelle de «sociaux-démocrates»... Et les dirigeants sociauxdémocrates ne se sont pas privés à l'occasion, ces derniers mois, de faire une démagogie présentant les travailleurs de l'Est comme concurrents de ceux de l'Ouest, tapant parfois au niveau des préjugés habituellement entretenus par l'extrême-droite.

De part et d'autre dans ces élections, il n'y avait que des représentants de la bourgeoisie (CDU, FDP ou SPD), des représentants du Capital, du Mark, de l'argent et des profits. Ou alors, des représentants de la petite-bourgeoisie pour ce qui est des «Verts» ou du PDS, des représentants d'idéaux écologistes, ou pacifistes, fantomatiques et inconsistants dans cette période où le capitalisme, sa crise et ses menaces de guerre posent de tout autres problèmes que de

nourriture biologique, ou d'objection de conscience.

Mais maintenant que l'Allemagne est réunifiée, qu'elle n'a plus qu'un seul parlement, bientôt qu'un seul gouvernement, représentants d'une seule et même bourgeoisie... finies les élections-opérations de diversion. Une autre histoire commence. Et avec elle peut-être, les vraies difficultés pour la classe dominante.

Car la bourgeoisie allemande aujourd'hui voudrait engranger tous les bénéfices de la réunification, sans en payer le moindre frais, ou alors par des déficits budgétaires... Il suffit pour s'en convaincre de voir comment les banquiers et les industriels de l'Ouest attendent que les entreprises de l'Est dégringolent au plus bas de leur prix pour en racheter tout ou partie. Il faut voir aussi comment ils se moquent de faire de plusieurs millions de travailleurs de l'Est des chômeurs indemnisés, de véritables assistés.

Il n'est pas dit, mais pas du tout, que la classe ouvrière allemande, nombreuse, puissante, revendieative à sa façon, ne marchande pas, pour ellemême, la réunification au prix fort.

Michelle VERDIER



# MÜSLI ET C POUR L

Dans le cadre de la campagne d'aide alimentaire à l'URSS menée en Allemagne, trois chaînes de produits «naturels» et «biologiques» se sont mises elles aussi sur les rangs. Les Soviétiques n'auront pas seulement les boîtes banales de lait en poudre ou de «cornedbeef» - comme on dit en français! Ils auront toute la gamme de produits diététiques : graines de tournesol, fruits secs, lait de soja, et autres «Müsli» ou «Crunchy». Les firmes allemandes en question cherchent en URSS, pour distribuer leurs produits, du côté des «groupes écologistes» ou autres «groupes de base liés aux Eglises», du côté des adeptes de «nourriture alternative», de tous ceux qui pourraient prendre plaisir comme leurs homo-

du có burea catég lons g Voire Echo doul 1991

peur

On

nous

au dos

beaute

# LA FIN DE LA GREVE DES CHEMINOTS DE L'EST

La grève des cheminots de l'ancienne RDA s'est terminée le mercredi 28 novembre. Ce jour-là, les trains de voyageurs s'étaient déjà remis à rouler, mais le novembre. Ce jour-là, les trains de voyageurs s'étaient déjà remis à rouler, mais le novembre. Ce jour-là, les trains de voyageurs s'étaient déjà remis à rouler, mais le novembre. Ce jour-là, les trains de voyageurs s'étaient déjà remis à rouler, mais le novembre. Ce jour-là, les trains de voyageurs s'étaient déjà remis à rouler, mais le novembre. Ce jour-là, les trains de voyageurs s'étaient déjà remis à rouler, mais le novembre. Ce jour-là, les trains de voyageurs s'étaient déjà remis à rouler, mais le novembre. Ce jour-là, les trains de voyageurs s'étaient déjà remis à rouler, mais le novembre. Ce jour-là, les trains de voyageurs s'étaient déjà remis à rouler, mais le novembre. Ce jour-là, les trains de voyageurs s'étaient déjà remis à rouler, mais le novembre. Les cheminots est-allemands ont donc fait au total deux s'est remis en marche. Les cheminots est-allemands ont donc fait au total deux ou trois jours de grève.

par étapes, étalé sur au moins quatre aux les bases de l'ancienne de l'a

Pour quoi ? Qu'ont-ils obtenu ? Rien dans l'immédiat. La solution de tous les problèmes a été remise à plus tard. Ce sont les dirigeants syndicaux (de la branche cheminote de la grande centrale allemande DGB) qui ont obtenu satisfaction : la direction de la Reichsbahn (les chemins de fer de l'ex-RDA) leur a proposé un calendrier fourni de négociations.

Pour ce qui est des licenciements prévisibles, promesse a été faite qu'il n'y en aurait pas d'ici... six mois (ce qui signifie qu'ils commenceront ensuite). Pour ce qui est des salaires, promesse a été faite qu'un supplément mensuel de 50 marks par enfant serait accordé et que surtout les rémunérations seraient discutées entre direction et syndicat d'ici le 30 avril 1991. Les salaires seraient alors peut-être augmentés. Bourgeoisie et appareil syndical sont partisans d'accorder quelques augmentations, à condition que le rattrapage des salaires à l'Est se fasse

par étapes, étalé sur au moins quatre ans. Les bonzes syndicaux de la DGB expriment d'ailleurs cyniquement les mêmes craintes et les mêmes calculs que les politiciens et hommes d'affaires de la bourgeoisie allemande : il faudrait en finir avec le déséquilibre entre salaires de l'Est et de l'Ouest qui fait courir le risque d'un déplacement de population d'une partie du pays à l'autre. Certes. Mais il ne faudrait pas pour autant nuire à la production (entendez aux profits) par une augmentation trop rapide et trop forte des salaires à l'Est.

Alors, c'est parti pour des semaines et des mois de négociations. C'est l'activité essentielle des appareils syndicaux ouest-allemands, de la DGB et de ses diverses branches qui en ont le quasi-monopole à l'Ouest et qui s'emploient à l'obtenir pour l'Allemagne entière.

Ce droit de se poser comme les représentants officiels et seuls accrédités des travailleurs de l'ex-RDA, les syndicats de la DGB (la centrale syndicale ouest-allemande), le syndicat des cheminots aujourd'hui, après celui des fonctionnaires et après celui de la métallurgie, se le sont arrogé de fait, comme un sous-produit automatique de la réunification. Et il était

bien évident que la bourgeoisie allemande serait elle aussi trop contente de les considérer comme les interlocuteurs, non seulement valables mais exclusifs, des négociations sociales.

D'un certain côté, on pourrait dire que le fait d'avoir montré qu'ils pouvaient, en quelques jours, mettre en grève quelque 260 000 cheminots de l'ex-RDA... et leur faire reprendre le travail peu après, peut passer pour une preuve de cette représentativité des travailleurs de l'Est aussi, que le syndicat des cheminots de l'Ouest revendique. Aux-yeux des patrons et du gouvernement, sûrement.



"Test the West" disait la pub (à Berlin-Est). Voilà, le test est en train de se faire...

Mais c'est auprès des travailleurs eux-mêmes que le monopole de la centrale syndicale cheminote (GdED = Gewerkschaft der Eisenbahner Deutschlands) est eneore à gagner. C'est aux travailleurs, à ceux des chemins de fer et plus largement à tous les autres, que les syndicalistes de la DGB voudraient probablement inculquer l'idée qu'ils sont désormais leurs nouveaux maîtres. Ce seraient eux, les dirigeants syndicalistes, les dirigeants du nouveaux syndicat officiel en quelque sorte, qui décident des revendications à mettre en avant, du moment où commencer une grève, du moment où la terminer, et même de la faire démarrer à condition que 75 % de syndiqués se prononcent par référendum pour, mais de la faire arrêter à condition que 25 % des syndiqués seulement le veuillent...

Ce que les cheminots de l'ex-RDA ont pensé de leurs deux ou trois jours de grève = ou, pourrait-on dire, de leurs deux ou trois jours d'exercice syndical = nous ne pouvons pas le savoir d'ici. Leur mécontentement était réel, profond, sinon le trafic n'aurait pas été à ce point paralysé, et il est probable qu'eux aussi, à leur façon, ont donné une leçon et inspiré quelques craintes aux apparatchiks syndicaux. Mais ces travailleurs qui craignent vraiment pour leur emploi, pour leur salaire, sont peut-être déçus d'avoir eu à reprendre le travail sur de simples promesses, après avoir abandonné si vite leur première grève.

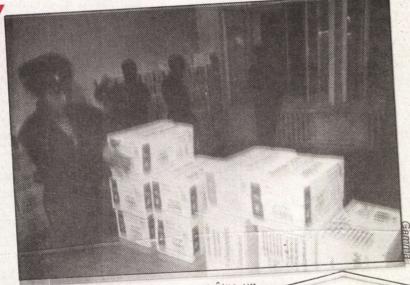
Quelques témoignages indiquent que des cheminots ont remarqué = amusés ou amers ? - que les choses n'avaient pas tant changé... qu'un certain syndicalisme occidental qu'on leur avait présenté comme vivant, spontané et démocratique était à peu près aussi caporaliste et institutionnalisé que celui inspiré par l'ancien régime. Ceux-là sont sur la bonne voie!

M.V.

# RUNCHY URSS

cidentaux, à partir le week-end, sac paquet de Müsli en poche, goûter à la l'URSS et de sa nature... Autant dire de la petite-bourgeoisie ou petite atie privilégiée. C'est auprès de ces es-là que seront envoyés les échantil-

s ne faisons pas de réclame», disent iristes en nourritures bio-terrestres. Car quand on lit ensuite à la Une des (du 4 décembre) que l'«URSS va ses importations alimentaires en on se dit que les produits importés ne pas être que des patates ou du blé. dit qu'il pourrait s'agir aussi de ces utés occidentales, superfétatoires cer-



tes, mais pour lesquelles il y a peut-être un marché de privilégiés solvables?

Alors, sans vouloir être méchants, on peut penser que la campagne allemande d'aide à l'URSS n'est peut-être pas complètement désintéressée. Le «Müsli» et le reste, c'est certainement aussi de la graine... de profits! Colis de nourriture allemande arrivant en URSS. Mais derrière le don se profile le marché.

## **Turquie**

~ 48 000 **Depuis** novembre, mineurs, soit la quasitotalité des travailleurs du bassin minier de Zonguldak, au nord de la Turquie, sont en grève totale. Ils réclament des augmentations de salaire de 400 à 500 % pour rattraper le pouvoir d'achat perdu, depuis le coup d'Etat militaire 1980, du fait de l'inflation galopante qu'a connue le pays et qui dépasse 50 % cette année et avait même les 90 % atteint années précédentes, La réponse du gouver-Turgut nement de Ozal a été d'envoyer immédiatement d'importantes place forces militaires et notamment des unités de blindés. Au point que la presse turque parle, à propos de la situation dans la région de Zonguldak, d' «ambiance guerre»,

# Dans le bassin Zonguldak NEURS N GRÈVE

En Turquie, les salaires sont fixés par des conventions entre les syndicats et les employeurs qui sont renouvelées tous les deux ans. Pour les mineurs, ces négociations qui duraient depuis plus de deux mois entre les syndicats et les représentants du gouvernement = les houillères sont nationalisées = viennent de déboucher sur l'échec. C'est cet échec qui a entraîné la grève,

En fait les mineurs, comme la plupart des autres travailleurs en Turquie, ont perdu depuis 1980 presque 50 % de leur pouvoir d'achat. Le salaire moyen d'un mineur est actuellement de l'ordre de 500 000 livres turques, ce qui au change en vigueur équivaudrait à quelque 900 F; encore y a-t-il des

mineurs qui ne touchent que la moitié de cette somme. Un salaire qui ne peut permettre de vivre correctement, et à peine de survivre.

Cortège ouvrier dans les rues de Zonguldak.

Ces dernières années, les mineurs ont eu tendance à se radicaliser, malgré la pression des autorités, mais aussi de la bureaucratie syndicale, Celle-ci n'est guère qu'une courroie de transmission du gouvernement mais, soumis au mécontentement de base, même ces bureaucrates se voient obligés de radicaliser leur langage et de réclamer, tout comme pour les autres travailleurs, ces augmentations de 400 à 500 % qui ne seraient jamais qu'un rattrapage sur l'inflation.

Des manifestations, regroupant de 20 000 à 30 000 mineurs, ont lieu quotidiennement à Zonguldak, «Plutôt mourir que céder», «grève générale», «Zonguldak sera la tombe d'Ozal» ou eris de «démission» à l'adresse d'Ozal, voilà se qu'on peut entendre au cours de ces manitestations; ou encore, le gouvernement ayant menacé de fermer mines, «il faudra marcher sur nos eadavres avant !»

Le gouvernement Ozal semble avoir choisi l'épreuve de force. C'est sur

ses consignes que les négociations ont été rompues et que le gouvernement a immédiatement dépêché sur place des soldats d'élite et des brigades d'intervention munies de blindés, venues des villes avoisinantes mais aussi de la capitale Ankara,

En fait, des négociations

presse turque évoque la possibilité d'une grève générale au mois de jan-

Une lutte victorieuse des mineurs pourrait avoir des répercussions immédiates sur le moral de tous les travailleurs et, réciproquement, «casser les reins» des mineurs pourrait être pour Ozal un moyen de donner



Dans toute la région minière des troupes sont mobilisées.

sont en cours au même moment dans la métallurgie, le textile, et elles sont, elles aussi, dans l'impasse. Elles concernent 242 000 travailleurs qui, eux aussi, tout comme les mineurs, pourraient done entrer en grève dans la période qui vient. Enfin, dans les semaines à venir, un million d'autres travailleurs encore sont concernés par renouvellement des conventions collectives. La

un coup de semonce à l'ende la classe semble ouvrière. Le patronat, de son côté, prend ses dispositions. D'après les chiffres de la presse turque ellemême, près de 100 000 travailleurs jugés trop combatifs ont été licenciés depuis le début de l'année. Reste à savoir si, face à une classe ouvrière combative, Ozal osera vraiment passer aux actes.

Jean SILVA



BOMBE DE RAFSANDJANI (Ph. Eslami Rad/GAMMA)

Le prêche du président iranien Rafsandjani à la prière du vendredi 30 novembre, à l'université de Téhéran, a fait l'effet d'une véritable bombe

Beyant l'assemblée recueillie, comme chaque vendredi, le président a en effet abordé un sujet tabou : le sexe.

Partant du principe que les rapports entre hommes et femmes sont absolument dominés par des besoins sexuels "qui peuvent rendre fou», a-t-il même précisé, le président a prêché pour «une satisfaction plus aisée des instincts sexuels». Grâce à une nouvelle lecture du Coran, il a

précisé que l'Islam interdit de tateurs d'une silhouette fémiréprimer l'assouvissement de nine sous son voile noir l'instinct sexuel et a donc proposé de réformer le contrat de mariage pour un temps limité, contrat dui peut déjà se prati-quer pour une heure ou 99 ans, et qui permet actuellement en Iran la prostitution et le concubinage.

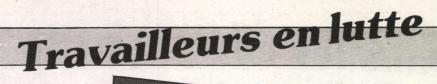
La proposition de Rafsandjani est donc de dispenser les partisans d'un tel mariageminute de la présence du mollah pour consigner l'acte. Les mollahs n'auront donc plus à tenir la chandelle et ils pourront même succomber sans péché aux frémissements ten-

(pourvu qu'il s'agisse bien d'une veuve et non d'une femme mariée et encore moins d'une jeune fille), ou même au regard torride d'un apprenti-mollah, rougissant sous sa barbe.

Mais les «durs» du régime se sont mis à hurler à la «pornographie». Si le plaisir de la chair devient ligite et s'il

de la chair devient licite et s'il n'y a plus que les couples pris en flagrant délit d'adultère à flageller ou à lapider, le plaisir ne sera plus ce qu'il était.

Iran





# L'AUGMENTATION DES CADENCES, ÇA NE PASSE PAS

Un mouvement de grève d'une semaine vient de toucher un gros secteur de l'usine de Flins, la Sellerie, où est posé tout l'équipement intérieur de la voiture. Plusieurs centaines de grévistes chaque jour ont amené la production à chuter de près de 50 %... et obligé la direction de l'usine à reculer, au moins en partie, sur les augmentations de cadence qu'elle voulait imposer.

### LES 57 VOITURES À L'HEURE, ÇA NE PASSE PAS!

Il y a trois semaines, la Régie annonçait son plan de suppressions d'emplois: Flins doit en perdre 1162 sur un effectif de 9600. Et puis voilà, comme la Clio marche bien, qu'il y a la "pression du commercial", comme ils disent, et comme à Flins, ces dernières semaines, la direction a renvoyé tous les intérimaires (5 à 600), le résultat est qu'il faut travailler plus, à moins nombreux. Ce n'était pas nouveau mais la situation commençait à être sérieusement tendue.

En Sellerie, là où on fait l'habillage de la voiture après peinture, lundi 26 novembre, les chefs ont annoncé que la cadence passait de 50 à 52 voitures à l'heure. Quelques heures plus tard, ça passait de 52 à 54 et les protestations commençaient. Le lendemain, mardi, en arrivant, ils annoncaient que ca passait à 57, sans rajouter personne. Pire même, cette fois la direction avait prévu d'ajouter des opérations sur chaque voiture, ce qui représente du travail supplémentaire et une difficulté accrue à tenir le poste.

Alors, la cadence n'est pas passée à 57, elle est même redescendue à pas grand-chose! Dans la matinée de ce mardi 27 novembre, des camarades de la chaîne B, rapidement rejoints par d'autres venus de la chaîne A, ont quitté leur poste et ont déboulé à

150 au beau milieu d'une réunion de routine que la direction tenait dans le secteur avec des délégués. "On nous augmente la charge de travail, disait un des grévistes, il y a des pressions contre les arrêts-maladie, et le jour où nous ne seront plus bons, on nous fichera dehors dans le cadre du Plan social...". Beaucoup en avaient autant à dire, et dans toutes les langues, même la langue verte...

Mais cela n'a pas suffi apparemment pour que la direction comprenne. La jonction des deux équipes du matin et de l'après-midi ayant entraîné le débrayage d'une centaine de camarades, la direction a dû commencer à réaliser, en tout cas elle s'est démenée pour tenter de faire repartir tant bien que mal la production. Grâce au "flux tendu", cette méthode de production "à la japonaise" instauree par la direction et qui supprime tous les stocks intermédiaires, ça coinçait rapidement dans tous les secteurs, aussi bien en amont qu'en aval!

### DUR, DUR DE REMPLACER UN GRÉVISTE...

Alors, toute la semaine, la direction en a été quitte pour essayer d'envoyer les chefs de tous les coins pour remplacer les grévistes. Mais comme la plupart de ces petits chefs sont eux aussi dans le collimateur de la direction et que la restructuration menace de les renvoyer à la pro-

duction, ils n'ont pas fait de zèle; et, pour la première fois depuis longtemps, des techniciens et certains petits chefs ont refusé de remplacer les ouvriers en grève.

Il faut dire aussi que ceux des chefs qui acceptaient ne se trouvaient pas dans une situation confortable... C'est difficile, quand on n'a pas l'habitude, de poser une toute petite vis avec une visseuse électrique, dans une position acrobatique, bras par dessus tête... surtout quand on est entouré de cent cinquante grévistes rigolards qui applaudissent à tout rompre dès qu'elle tombe. Pas facile non plus de se concentrer sur une manœuvre délicate avec, en stéréo sur les deux oreilles, les revendications des grévistes amplifiées par un mégaphone!

### LA SYMPATHIE DU RESTE DE L'USINE

La grève a tenu ainsi, jusqu'au vendredi 30 novembre; avec environ 150 grévistes dans chaque équipe. Ils étaient même plus nombreux à certains moments: environ 350 ou 400 travailleurs ont participé sur les deux équipes. Mais la direction ne reculait pratiquement pas.

Dans le reste de l'usine, le débrayage recueillait la sympathie. Personne n'en était au point de se mettre en grève, mais chacun se sentait concerné, sentant bien que les diminutions d'effectifs – 1160 dont 500 mises en pré-retraite, mais aussi 660 autres

qui inquiètent vraiment – les suppressions de poste et la montée en cadence au même moment, tout cela fait partie d'un plan d'ensemble. Et vendredi 30 novembre, il y eut même quelques dizaines de travailleurs d'autres secteurs – des retoucheurs du ferrage, des chaînes de préparation des portières, des chaînes moteurs – pour débrayer par solidarité et venir apporter leur soutien aux grévistes de Sellerie.

La direction s'obstinant à ne pas reculer, la grève reprit après le week-end, le lundi 3 décembre en équipe du matin, bien qu'un peu moins nombreuse. Mais un appel à débrayer avait été lancé pour 9 heures, sur l'ensemble de l'usine, par la CFDT. Il ne fut vraiment suivi que dans un secteur mais ce soutien fut le bienvenu: cent cinquante travailleurs des chaînes de mastic et de peinture débrayèrent par solidarité avec la Sellerie. Il faut dire qu'eux aussi avaient déjà débrayé, la semaine précédente, pour protester contre des tracasseries à l'encontre d'un des leurs. En tout cas, ce soutien renforça le moral des grévistes, d'autant plus qu'il se renouvela de la même façon à l'équipe d'après-midi.

### LA DIRECTION MET DE L'EAU DANS SON VIN

Du coup, tard dans la soirée de ce lundi, sentant que le conflit risquait vraiment de s'éterniser, la direction modifia sa position. Elle annonça que la cadence resterait à 52 voitures par heure, pour le moment. Quand ça remonterait, elle s'engageait par écrit à discuter, par tronçon de chaîne, des problèmes que ça poserait (modification de postes, etc.).

Ce n'est pas grand-chose, surtout que la direction ne paye qu'une petite partie des heures de grève (le reste sera retenu sur quatre mois) mais les grévistes décidèrent de reprendre làdessus. En fait, comme le nombre de grévistes ne montait pas, les travailleurs ne se sentaient pas assez forts pour aller plus loin. Mais ceux qui ont participé à la grève sont plutôt contents de reprendre après avoir fait reculer la direction, même si ce n'est pas sur tout. La chaîne redémarre à 52 : ce ne sont pas les 57 que la direction voulait imposer sans discussion.

Ailleurs, dans l'usine, les réflexions sont plutôt favorables aux grévistes qui ont fait reculer la direction. Même pas mal de chefs reconnaissent que c'est la faute de la direction s'il y a eu cette grève: "S'ils avaient fait ces propositions au départ, il n'y aurait rien eu". Vrai ou faux?

On ne refait pas l'histoire.

Toujours est-il que, dans l'ambiance actuelle de l'usine, les patrons ne sont peut-être pas sortis de l'auberge pour imposer leur loi et les baisses d'effectifs en 1991.

(Correspondant LO)

# SANCE SUEUR

inte, il y a le caoutérious panier sorte reports et is manutention, l'agra-alimenta nétallurale, plact de illurgie, ainsi que pour les seuls décès, la

Nut doute que cette recrudescence de l'in-sécurité au travail soit liée à l'aggravation géné-rale des conditions de travail e accompagnant d'augmentation de cadences, parallélement aux suppressions d'effectits. Plus les patrons veu-tent profiter du chômage en accentuant l'exploi-tation et plus le tribut payé par les travailleurs au capital s'alourdit.

Le capitalisme est de plus en plus sauvage, il n'aura-pas volé le retour de bâton qu'il se prépare en augmentant l'exaspération des tra-vailleurs.

# CITROEN - Saint-Ouela

# LA "SECURITATE" **DU PATRON**

Citroën Saint-Ouen, après les vagues successive de licenciements économiques que la direction avait mises à profit pour licencier la plupart des ouvriers grévistes de 1982, elle revient de plus en plus ouvertement vieilles «méthodes aux Citroën» auxquelles elle avait dû, précisément, mettre une petite sourdine en 1982.

C'est apparu clairement aux dernières élections des délégués du personnel en septembre et aux élections des délégués au CE en novembre. La direction a mis le paquet pour empêcher le maximum d'ouvriers de voter CGT et imposer le vote pour son syndicat préféré, la CSL. Celui-ci a pourtant déjà la majorité des voix, la CGT ne faisant que 30 % des voix. Mais cela ne suffit pas à la direction. Apparemment, tant qu'un ouvrier votera CGT, ce sera un de trop pour elle. Et du coup, le simple fait de voter CGT prend, chez Citroën, un caractère de vote «antipatronal» ... quoiqu'on pense par ailleurs de la politique de la CGT ou de sa direc-

Pour les élections des délégués du personnel de septembre, c'est la direction elle-même qui a fait campagne pour la CSL. Le directeur lui-même a

réuni pendant le travail 150 personnes par groupes de 30 autour d'une bouteille de champagne pour leur expliquer les graves dangers que risquait l'entreprise si la CGT gagnait : il fallait voter pour un syndicat «indépendant» (la CSL bien sûr). Deux jours avant le vote, il réunissait l'équipe de nuit un matin pour leur offrir le café-croissants et... son discours électoral. Tout était prétexte à convoquer un par un les ouvriers au bureau du chef: remises de primes de suggestion, annonce d'augmentation individuelle... si on votait bien, promesse de promotion, rappel -de services rendus, etc. Sans oublier le repas amélioré à la cantine, 2 jours avant le vote.

Les chefs étaient rendus responsables du vote de leurs ouvriers. Alors, ils allaient les voir : «Votez bien», «On compte sur vous», «Votez n'importe quoi, mais ne votez pas CGT» (pour les plus démocrates!)

Et comme les seuls discours ne suffisent pas aux ouvriers en qui ils n'avaient pas confiance ils faisaient le chantage: s'ils allaient voter, pas de promotion, pas d'augmentation, refus du prêt qu'ils avaient demandé, du changement de qualification promis, etc, etc. A d'autres, ils demandaient de leur ramener le bulletin CGT après le vote. A d'autres enfin, ils donnaient carrément un bulletin à mettre dans l'urne (CSL bien sûr) comportant un ou plusieurs noms rayés, afin de voir au dépouillement si l'ouvrier en question avait bien mis dans l'urne celui qu'on lui avait dit de mettre.

Toutes ces presssions ont fait que la CGT a perdu des voix (-12 % au bureau des ouvriers de fabrication). Par

contre, au bureau des ouvriers professionnels, la CGT se maintenait à 43 % malgré les pressions. Tous les chefs de ce secteur faisaient une tête d'enterrement au dépouillement du scrutin.

Le chef d'atelier des Presses, par contre, était content de lui et le lendemain allait serrer les mains de tout le monde: «Merci de votre confiance».

Pour les élections du CE, en novembre, des militants CGT ont décidé de contrecarrer les pressions redoublées, de la direction.

En effet, il y a eu cette fois encore plus d'ouvriers «interdits» - comme le disent les ouvriers - d'aller voter ou obligés de voter avec un bulletin CSL rayé. La direction a réussi ainsi à reprendre des voix au bureau des professionnels (10). Par contre, alors qu'elle s'attendait à écraser encore la CGT au bureau des Presses, c'est le contraire qui s'est passé, la CGT reprenant 4,5 % des voix par rapport aux élections des délégués du personnel.

Le chef d'atelier ne comprenait plus. Il n'était pas content et n'est allé remercier personne le lendemain. Il devait penser que les ouvriers sont vraiment ingrats: le jour du vote, la direction avait pourtant fait mettre le chauffage en marche forcée... dans les ateliers habituellement froids.

Cette petite remontée de la CGT a montré aux ouvriers de ce secteur qu'il était possible de combattre les pressions de la direction. Et ça fait tellement plaisir de voir toute cette «securitate», comme les désignent très souvent les ouvriers, tous ces chefs, ces directeurs, ces mouchards faire une tête de six pieds de long que ça donne envie de ne pas lâcher le morceau.

Correspondant LO

### échos des entreprises

Non, il ne s'agit pas du montant de votre prochaine fiche de paie, mais de celui du chiffre d'affaire de Trailor pour 1989. C'est ce que publie le journal L'Expansion qui classe Trailor 294e sur les 1 000 premières entreprises françai-

Quant aux bénéfices, il sont de 61 047 000 F, soit 46 779 F par salarié.

Près de 5 millions de centimes de bénéfices par salarié : pas de doute, la baisse de nos salaires, cela leur donne de jolis profits!

> Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière Trailor** (Lunéville)

### 1 319 603 000 FRANCS | Rien de plus payant

Depuis des mois, les ouvriers du Bâtiment 43 avaient averti la direction qu'ils n'étaient ni corvéables ni taillables à merci! Ils en avaient assez!

La direction a fait ce qu'elle fait de tous les avertissement, elle les a mis à la bannette et la semaine dernière, elle a remis ça en voulant envoyer les ouvriers faire des recyclages au Bâtiment 31.

Mal lui en a pris : le coup de sang et la grève ont été la réponse. D'autres secteurs comme le 31 ont annoncé leur intention de montrer leur solidarité.

Finalement, la direction a cédé : des intérimaires seront embauchés pour les travaux supplémentaires et les journées de grève payées.



**Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière ICI Francolor** (Oissel, Région de Rouen)

# - Marseille 15°

## UNE DIRECTION ARROGANTE ET QUI A DÜ EN RABATTRE!

Au bureau de poste de Marseille 15 qui compte plus de 150 employés et qui regroupe tous les préposés du 15e arrondissement, le receveur qui dirige ce bureau s'est rendu compte à son détriment de ce que voulait dire «trop c'est trop».

Avec certainement l'aval et le soutien de la direction des Postes, ce receveur a essayé de mettre à la porte un préposé auxiliaire qui travaille là depuis pas mal de temps et qui se retrouvait souvent, du fait de la précarité de son emploi, obligé d'effectuer double tournée ou du tri supplémentaire lorsqu'il y avait des défections. Il n'était, disaient-ils, pas apte à remplir ses fonctions.

De plus, ces derniers temps, de nombreux préposés avaient subi toutes sortes de réprimandes orales et écrites, menaces de licenciements, baisses de note, obligation de répondre à des procès-verbaux.

Dans le reste du bureau de poste, au service général, c'était la même chose. Le receveur voulait obtenir des employés le rendement maximum dans un contexte particulièrement difficile pour les guichetiers : le 15e arrondissement, dans les quartiers Nord de Marseille, regroupe plus de cent mille habitants. C'est dire le nombre de gens qui se pressent aux guichets : les erreurs de caisse, toujours possibles, sont lourdement sanctionnées. Et pour clore le tout, quelques petits chefs n'arrêtaient pas d'observer et de courir faire leur rapport au receveur.

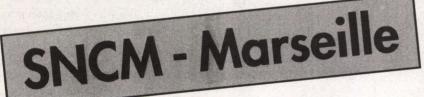
La CGT avait déposé huit préavis de grève de 24 heures à partir du jeudi 22 novembre pour exiger le non-licenciement de notre collègue ainsi que pour dénoncer l'autoritarisme du receveur. Mais il y eut un tel ras-le-bol que le personnel décida de commencer la grève dès le mercredi 21 novembre, sans préavis. Cette grève fut suivie à 95 %.

Ce jour-là, tous les grévistes se réunirent en assemblée générale à la Bourse du Travail et partirent en manifestation jusqu'à la direction départementale, dans le 7e arrondissement. Le lendemain, avant de reprendre le travail, le personnel obtint que le receveur vienne s'expliquer devant tout le personnel. Ce qu'il fit en affirmant que notre collègue ne serait pas licencié, mais en ne disant rien sur les sanctions qui concernaient d'autres collègues. Le travail reprit sans grand enthousiasme. Mais devant l'arrogance des chefs, le lendemain matin - vendredi 23 novembre - le bureau se mettait en grève à nouveau à 95%.

Ce coup-ci les employés sommèrent le receveur ainsi qu'un membre de la direction des Postes de venir s'expliquer devant tous, sur le lieu de travail. Là tous les employés eurent le plaisir d'entendre un mea culpa public ainsi que le retrait des sanctions.

Tout le monde a ressenti cela comme une victoire mais se promettait aussi de veiller au grain ; à la moindre incartade, il faudra de nouveau frapper fort du point sur la table car, apparemment, la direction ne comprend que ce langage-

**Correspondant Lo** 



# **QUAND LA GRÈVE DES MARINS BLOQUE LES FERRIES**

La direction de la SNCM (Société Nationale Corse-Méditerranée), à Marseille, a l'intention de mensualiser les salaires des marins de la compagnie. Or ceux-ci sont bien plus élevés pendant les périodes où les marins naviguent que pendant celles où ils sont à terre. Aussi les marins étaient bien d'accord avec la mensualisation... mais à condition que le salaire mensuel soit basé sur les périodes effectuées en mer!

Les négociations avec la direction sur la mensualisation se déroulant lundi 26 novembre, les syndicats CGT, CFDT, STC (Syndicat des Travailleurs Corses), ont donc déposé un préavis de grève finalement, lundi 26 novempour le début de la semaine en bre vers 20 heures, de lever les question. Au cours de la sanctions ; les trois syndicats semaine précédente il y avait s'étant engagés à ne plus faire d'ailleurs déjà eu des débraya- grève sans avoir déposé un

Lundi 26, à la demande des syndicats, les marins du Napo-

reillage pour l'Algérie pendant que les syndicats négociaient d'abord avec la direction sur un problème de sanctions vis-à-vis de marins grévistes. La direction accepta

La discussion sur la mensualisation, elle, fut reportée léon bloquaient donc l'appa- mais le Napoléon resta bloqué jusque dans la nuit, tandis qu'un autre ferry, l'Ile de Beauté, partait avec un peu de retard pour la Corse. la direction avait dû céder sur la question des sanctions... Lundi 3 décembre, la discussion sur la mensualisation eut

Mardi 4, la direction acceptait d'appliquer la mensualisation telle que le demandait les syndicats des marins, mais rajoutait-elle, il fallait diminuer l'équipage des cars-ferry et diminuer encore plus sensiblement le personnel hôtelier. La direction rajoutait de plus que l'équipage devait accepter la polyvalence, ce qui se traduirait par un surplus de travail à bord.

A l'annonce de ces propositions, de la direction, les marins se sont immédiatement mis en grève.

Il faut dénoncer également la désinvolture scandaleuse de

la direction envers les passaquelques sièges inconfortables, et il y faisait d'autant plus froid et humide qu'un

La direction de la SNCM ne jugea pas utile de loger les passagers dans un lieu chauffé et confortable, ni de leur servir des repas chauds. Il n'y

orage se déversait sur la ville

et que la nuit avançait.

avait même pas d'eau sous les hangars.

Elle n'informa pas les passagers des raisons, ni de la durée éventuelle de leur attente, mais elle fit par contre appel aux CRS pour prévenir la colère qui commençait à monter d'autant plus que les passagers virent partir les voyageurs pour la Corse dans le ferry l'Ile de Beauté.

Les CRS, dûment casqués et armés, firent une haie entre les passagers pour la Corse et ceux pour l'Algérie, qui ne purent partir à bord du ferry qu'à trois heures du matin.

On peut bien penser que le fait que la majorité des voyageurs du Napoléon aient été Algériens n'était pas pour rien dans la conduite scandaleuse de la compagnie...



**Correspondant LO** 



Les musiciens de l'Opéra-Bastille, à Paris, viennent de se mettre en grève pour les salaires, les primes et le déroulement de carrière. Il y a du pognon parmi le gratin qui assiste aux spectacles ou pour payer les ténors-vedettes. Pourquoi pas pour eux? On ne les a pas écoutés quand ils jouaient de la flûte, eh bien, ils le disent maintenant à la grosse caisse!

# Dans les entreprises

# BELIN - Evry 91

# UN PATRON QUI FAIT RÉGNER L'INSECURITÉ

La dernière semaine de novembre, plusieurs accidents dont deux très graves ont eu lieu dans l'usine Belin à Evry.

Au Magasin-transfert, un ouvrier s'est fait écraser un doigt sur un palettiseur. Pour débourrer la machine, il faut rentrer dans le palettiseur et disjoncter, ce qui donne accès à la clé qui permet d'ouvrir la porte. Mais pour gagner du temps, le camarade est entré dans le palettiseur sans disjoncter. Et c'est au moment où il débourrait qu'une de ses collègues, ignorant la situation, a remis la machine en marche. Conséquence de l'absence

d'un système de contrôle et de sécurité électronique : un doigt écrasé entre un carton et le tapis.

Quelques jours plus tard, le 29 novembre, en Fabrication au 1er étage, un ouvrier a voulu montrer à son chef que la fixation et le stockage d'un matériel étaient dangereux. En effet, en guise de stockage, il était accroché à un bout de ferraille en forme de S. L'accident s'est produit en pleine démonstration : le matériel, un tube d'aluminium fixé sur un tuyau d'alimentation à air comprimé, est tombé et, libéré de son poids, le S en métal s'est brusquement détendu, atteignant le travailleur à l'oeil. L'oeil a été heureusement sauvé.

La direction est fière de ses

réunions-sécurité où chefs et ouvriers sont convoqués et où elle ne cesse de faire de l'esbroufe sur sa volonté de faire disparaître les accidents du travail chez Belin. Mais dans la réalité, dès qu'on est à l'atelier, on n'est plus en sécurité. Car seuls comptent pour elle la productivité, les cadences et ses profits – qu'elle gagne sur notre dos à chaque minute de production.

Dans une lettre au personnel, datée du 30 novembre, elle ose nous écrire que le «non-respect, des consignes de sécurité entraînera une sanction!» Mais pour ses atteintes permanentes à notre sécurité et pour ses provocations, c'est elle qui mériterait d'être sanctionnée.

Correspondant LO

# échos des entreprises



# Non, non, non saint patron n'est pas mort

L'exploitation de l'homme par l'homme recule à Douai.

Avant, on était exploité 365 jours par an (et 366 les années bissextiles).

A partir de cette année, on sera exploité une journée de moins, vu que le samedi de la Saint-Eloi on est convié à gueuletonner au coude à coude avec le patron et ses acolytes.

Ce jour-là, plus de cadences, plus de bas salaires, plus de suppressions d'emplois.

Mais le lendemain, gare au réveil, camarades !

# Ça-me-dit... de rester au lit!

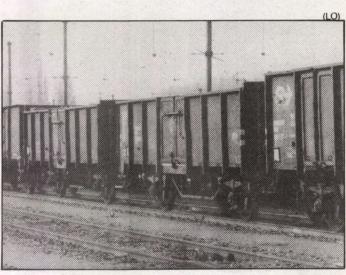
Il paraît que le samedi 8 décembre il sera fait appel à des volontaires pour travailler.

En voilà une nouvelle? Mais déjà les samedi 17 et 24 novembre sans parler des autres samedis, ça travaillait. Il ne se passe plus de semaine sans qu'il y ait des heures supplémentaires.

Alors faire croire que c'est exceptionnel, c'est se moquer du

Les heures supplémentaires et les samedis se répètent et il y en a marre! Les semaines dites normales sont déjà bien assez longues, alors n'acceptons pas de les rallonger pour rendre service au patron qui ne veut pas embaucher!

> Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CEPEM (St Jean de la Ruelle-Loiret).



### Bonjour les dégâts

D'ici 1994, la SNCF prévoit que le trafic marchandises par wagons isolés, qui aujourd'hui représente 35 % du trafic fret, passera à 25 %. En clair, cela veut dire que la SNCF veut mettre, dans les quatre ans à venir, 10 % de son trafic en plus sur les routes.

Alors, la fin des bouchons sur les routes et la diminution des accidents, ce n'est pas pour demain!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Ateliers d'Oullins (région de Lyon).

# ll ne manquait plus que cela

A l'usine Bull à Angers, le travail de nuit pour les femmes vient d'entrer en vigueur sous la forme d'équipes en horaires décalés. C'est contraire à la loi, mais la direction s'appuie sur un accord signé par un seul syndicat pour y contrevenir.

Tout ça pour rentabiliser ses machines en les faisant tourner plus longtemps.

La nuit c'est fait pour dormir, pour les femmes comme pour les hommes d'ailleurs. Mais pour faire encore plus d'argent sur notre dos, les patrons sont prêts à faire crever les uns comme les autres, de jour comme de nuit. Alors, pas d'accord! A nous de faire respecter notre loi contre celle des patrons.

# Statistiques tactiques

Dans le dernier *Avec*, la direction nous fait son baratin sur la sécurité : à Renault, il y aurait plus d'accidents que chez Volkswagen et Citroën.

Quand on voit comment la direction fait pression pour que les blessés n'arrêtent pas, il n'y a pas de raison pour que les autres n'en fassent pas autant, ou plus encore.

La seule solution pour qu'il y ait moins d'accidents en réalité, la direction n'en parle pas : réduction des charges de travail et du temps de travail.

> Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Renault (Douai).

# A vos marques...

Le Canard Enchaîné a révélé que 2 spécialistes des changes embauchés par Thomson en janvier et juillet 1987 ont été licenciés quelques mois plus tard avec à la clé 460 briques pour l'autre. A ce tarif-là on est tous partant.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière, Thomson CSF (Sartrouville).

# Avant qu'on le plaigne, il repassera

Michelin a décidé de faire tourner ses usines au ralenti pour la fin de l'année. Il se plaint que ses pneus ne se vendent pas, tout comme ses compères de Peugeot ou de Renault, qui pleurent le ralentissement des ventes d'automobiles qui vont avec.

Et ce n'est pas avec les salaires qu'ils nous donnent qu'on va faire remonter les ventes...

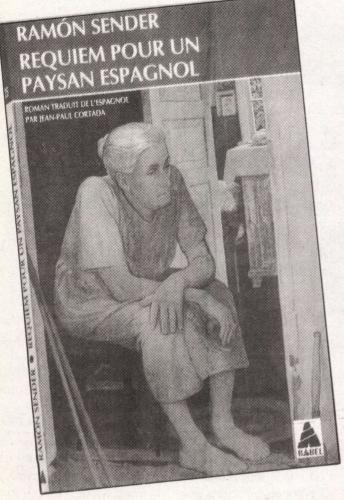
Mais chaque fois que Michelin a des difficultés, il refuse de les assumer et fait payer les autres. Son "nouveau libéralisme", c'est moins d'Etat quand il y a des profits, et un peu plus d'Assedic quand il y a des problèmes.

Et nous, les ouvriers, on a juste le choix entre s'échiner au travail ou ne pas bouffer.

Mais le patron peut pleurer sur ses profits perdus, ce n'est pas nous qui allons nous attrister pour quelques jours à échapper à la pointeuse, entre deux réveillons. Et on pourra repenser, pour l'année nouvelle, à un autre moyen de dégonfler les stocks : la revendication des 35 heures sans perte de salaires!

> Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Michelin (Joué-lès-Tours)

# lire.

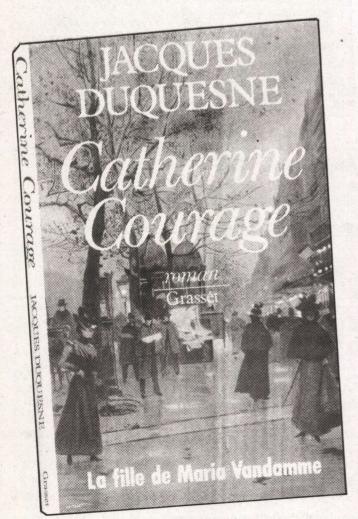


Un troisième larron entre en scène. C'est lui aussi un riche bourgeois de la ville ; un temps il pactise avec les nouveaux élus, des villageois, pour mieux se retourner contre eux ensuite...

C'est le curé du village qui raconte, ou plutôt se remémore les événements qui ont conduit à l'assassinat de Paco, celui qui fut jadis son enfant de choeur le plus éveillé, le plus sensible aussi à la misère de certains villageois qui vivent et meurent dans des grottes (en fait de véritables caves).

Or le curé a des états d'âme. Il se prépare à dire une messe de requiem pour le repos de l'âme de Paco... ou plutôt pour apaiser ses propres remords, car c'est lui qui a donné Paco aux bandes armées qui le recherchaient pour l'assassiner. Au fond de lui, il n'est pas fier de son choix de petit curé de village qui, par goût de l'ordre, a pactisé avec les riches. Ce choix lui a fait perdre, en même temps que le respect de ses ouailles, le respect de lui-même.

C'est raconté simplement, sobrement, mais chaque mot, chaque détail porte, non sans férocité. Il y a le curé



# "Requiem pour un paysan espagnol" de Ramòn Sender

■ Dans ce court roman d'une centaine de pages, Ramòn Sender retrace les bouleversements provoqués dans un village d'Aragon par la chute de la monarchie espagnole en 1931. La fuite du roi entraîne dans sa débandade celle des deux plus riches propriétaires fonciers de la région dont celle d'un duc qui, par privilège royal, recevait jusque-là, sans avoir jamais mis les pieds à la campagne, les redevances de cinq villages. La répression suit avec les exactions d'une bande de jeunes bourgeois venus de la ville, armés de cannes et de revolvers et qui, au cours d'expéditions nocturnes successives, massacrent tous ceux qui sont soupçonnés de mal penser dans le village.

qui récite machinalement (depuis le temps !) ses prières, tout en pensant à autre chose. Ou encore, le curé (encore lui) qui s'en prend aux «superstitions diaboliques» des paysans... Il y a aussi le bon sens des paysans qui savent que les pauvres, même quand ils sont en prison, ne sont pas «mauvais». Sinon «ils auraient de l'argent» car ils «voleraient».

Il y a surtout la conscience, qui progresse chez les paysans, de l'injustice fondamentale des privilèges royaux accordés aux grands propriétaires absents et oisifs, qui pourtant vivent richement de la rente de «leurs» terres.

Mais à partir du moment où, à Madrid, «on a retourné l'omelette» et où des élections ont été organisées, Paco a dit que «pour la première fois la politique valait quelque chose», et que «on allait prendre l'herbe au duc»...

Le curé voudrait bien effacer tout cela, appeler à l'oubli, au pardon et à la réconciliation, mais le village s'est détourné de lui et le laisse seul dans son église avec les trois richards. L'argent et l'Eglise ont de nouveau la haute main sur le village. Mais Paco reste présent dans les consciences. Quelque chose a changé. Même le curé, que travaille sa fichue mauvaise conscience, est bien forcé de le reconnaître.

Un roman tout autant qu'un témoignage, qui permet de comprendre ce qui ébranla les campagnes espagnoles



dans les années 30 et qui ne fait la part belle ni aux riches ni aux curés qui (remords ou pas) se rangèrent du côté de l'ordre social des riches. Un roman en forme de profession de foi, le frère de l'auteur a été assassiné par les franquistes au cours de la guerre civile et Ramòn Sender n'accepta de rentrer en Espange en 1974, peu avant la mort de Franco, qu'à la condition expresse que le Requiem pour un paysan espagnol y soit enfin édité.

Cécile BERNIER

Requiem pour un paysan espagnol de Ramon Sender, Actes Sud collection Babel, 33 F.

## "Catherine Courage" de Jacques Duquesne

■ Catherine Courage est la fille de Maria Vandamme, et ceux qui ont apprécié le roman du même titre seront sans doute attirés par la jaquette du nouveau roman de Pierre Duquesne.

L'histoire de Catherine commence elle aussi dans le bourgeoisie qui ont fauté, puis institutrice dans une Nord. Elle aurait voulu devenir médecin, mais, en ces maison bourgeoise pour gagner de quoi poursuivre ses années 1880, il est bien difficile pour une fille, une fille d'ouvriers de surcroît, de poursuivre des études. Surtout quand elle s'aperçoit qu'elle ne peut pas compter sur l'aide qu'elle espérait, celle d'une riche bourgeoise amie de la famille. Comme elle se retrouve du jour au lendemain soutien de famille, son sort semble réglé : elle devient la demoiselle des Postes de Fourmies.

Catherine parviendra quand même à entamer et à poursuivre brillamment ses études de médecine.

Elle décide en effet, de devenir médecin, envers et contre tous, le 1er mai 1891, quand la troupe tire sur les manifestants à Fourmies et qu'elle ne peut rien faire pour sauver un gamin de ses amis. Elle passe alors son baccalauréat, devient la maîtresse d'un journaliste parisien, se retrouve surveillante de nuit dans une sorte de pension-prison destinée à accueillir les filles de la bonne

études de médecine.

Tout cela donne l'occasion à Jacques Duquesne de raconter quelques aspects du Paris des dernières années du 19e siècle; un milieu bourgeois, les bas-fonds, un hôpital qui (déjà!) manque de crédits, la faculté de médecine, le scandale de Panama, etc.

Catherine se tire avec grâce et détermination des pires situations, trouvant à chaque étape sauveteurs et admira-

C'est plaisant, de lecture facile, mais aussi assez artificiel... et superficiel.

Sylvie FRIEDMAN

Catherine Courage de Jacques Duquesne. Editions Grasset - 273 pages - 105 F.

Argentine

En s'emparant le 2 décembre à Buenos-Aires du siège de l'état-major, d'une caserne et d'une usine d'assemblage de chars (il y a aussi eu des soulèvements dans les casernes de plusieurs villes de l'intérieur) les militaires argentins, qui se sont mutinés, avaient choisi de faire un coup d'éclat. A trois jours de l'arrivée en Argentine du président des Etats-Unis, leur coup de force, pour limitée que soit son envergure, constituait forcément un défi à l'autorité de Carlos Menem. Défi d'autant plus gênant pour ce dernier qu'il pouvait sans doute espérer que son allégeance à Washington dans l'affaire du Golfe lui vaudrait en retour quelque considération sur la scène internationale et quelques miettes sur le plan économique.

Même si, en réagissant vite, en écrasant cette rébellion, Carlos Menem a su garder le contrôle de l'armée et de la situation, son autorité sort diminuée de cette crise. Ce nouvel affrontement entre le pouvoir civil et une partie de l'armée (le quatrième depuis 1987) montre la fragilité du gouvernement péroniste actuel comme les coups de force de 1987 et 1988 avaient ment militaire dont les

LA MUTINERIE EST MATÉE, MAIS... MILITAIRES ONT PRIS

montré celle du gouvernement du radical Alfonsin. Il prouve à quel point les institutions dites démocratiques restent dépendantes des militaires qui, de mutineries manquées en menaces de soulèvement et en pressions multiples, n'en finissent pas de peser dans la vie politique. Et la décision prise par Menem, une fois la rébellion matée, de céder à une vieille revendication de l'armée et de s'orienter vers une mesure de grâce pour les chefs militaires des trois juntes qui ont gouverné l'Argentine entre 1976 et 1982 et portent la responsabilité de tant de massacre et de crimes, est tout un symbole.

Aujourd'hui le soulève-

principaux acteurs ont été à nouveau ces «carapintadas», ces soldats, souvent de petit grade - appelés ainsi parce qu'ils vont au combat avec le visage peint était dirigé tout comme les précédents par des cadres ultra-nationalistes

de l'armée, et en particulier de l'armée de terre. Ces cadres, qui sont par ailleurs très liés aux milieux dirigeants du péronisme, exploitent depuis des années le ressentiment des militaires de tout grade qui se sont sentis menacés lors du retour aux institutions démocratiques. Ils s'appuient aussi sur le mécontentement, lié aux conséquences de la crise économique, sur le niveau de vie et la situation sociale d'une armée qui n'en finit pas de voir son budget diminuer

comme peau de chagrin; un mécontentement partagé d'ailleurs si l'on en croit la presse par une grande partie des soldats restés sentent décus, aigris et dés-«lovaux».

Mais l'armée argentine n'est pas le seul public que ces colonels ou autres politiciens visent à conquérir. Leur propagande radicale, ultranationaliste, anti-américaine, qui dénonce démagogiquement les privatisations, le gaspillage, s'adresse aussi à tous ceux qui, dans les classes pauvres du pays, connaissent depuis

gradation catastrophique de leurs conditions de vie. Il y a en Argentine des centaines de milliers de travailleurs, de petits-bourgeois, de petites gens qui se espérés de voir que ni la «démocratie» à la mode Alfonsin, ni le péronisme à la mode Menem ne leur ont d'extrême-droite rien apporté. Et l'un des dangers les plus graves dans la situation actuelle est bien que la démagogie de certains leaders civils ou militaires d'extrême-droite ne trouve à terme un écho auprès d'une partie d'entre

Henriette MAUTHEY



Tuons français

Thomson vient de signer son plus gros contrat avec l'Arabie Saoudite depuis la crise du Golfe en lui vendant pour 3 milliards de missiles "Crotale". Un autre contrat de 3 milliards est aussi en cours de discussion, avec la société française qui commercialise les armements. Depuis le début de l'année, cela fera 19 milliards de matériel militaire fourni par la France à ce pays. C'est la belle vie pour les marchands de mort.

### TCHINE-CHINE

George Bush vient de recevoir le ministre chinois des Affaires Etrangères. C'est la reprise des relations, interrompues après le massacre de la place Tien-an-Men. La Chine, il est vrai, a voté plusieurs fois contre l'Irak à l'ONU. Quant aux capitalistes, ils n'avaient pas tant attendu pour renouer. Et pourtant on annonce des procès contre les dirigeants du "Printemps de Pékin". Tant pis pour eux! Les Occidentaux s'occupent du prétendu droit international dans le Golfe, pas des droits de l'homme en Chine!

### **LUTTE OUVRIERE**

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à

LUTTE OUVRIÈRE **BP 233** 75865 PARIS CEDEX 18 -FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmule-wicz, José Chatroussat -Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson Tirage 17000 exemplaires -Composition: Point Virgule Photocomposition, Paris Impression : Roto de Paris. La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

### **ABONNEMENTS**

- à Lutte Ouvrière - hebdomadaire :

France: 6 mois: 130 F - 1 an: 250 F - Autres pays, voie ordinaire: 6 mois: 170 F - 1 an:

à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste:

France, 1 an: 80 F

Autres pays, voie ordinaire, 1 an: 95 F.

Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

### **BULLETIN D'ABONNEMENT**

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL ET VILLE : ...

COMPLEMENT D'ADRESSE : ...

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : . (rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.